

Initiatives ministérielles

En supprimant les programmes qui permettent de satisfaire aux besoins en matière d'entreposage, on n'atteint aucun de ces objectifs, car ils sont interdépendants. La production excessive réduit le revenu de l'agriculteur et, par conséquent, il doit exploiter davantage l'environnement pour obtenir un revenu raisonnable.

C'est facile à comprendre, et je ne sais pas pourquoi le gouvernement agit de cette façon-là. Je demande à quiconque n'est pas d'accord d'examiner ces chiffres.

Les agriculteurs canadiens sont efficaces. Ils sont les plus efficaces du monde. Je demande à quiconque n'est pas d'accord d'examiner ces chiffres.

Par exemple, la production laitière par vache a augmenté de 70 p. 100 au Canada depuis 1971. Pendant la même période, le rendement laitier aux États-Unis a augmenté de seulement 46 p. 100. Notre agriculture utilise efficacement les ressources.

Si l'on veut juger de l'efficacité en fonction des prix, le prix réel de la volaille à la production a baissé de 30 p. 100 depuis les années 70. Le prix au détail n'a baissé que de 10 p. 100 pendant la même période.

Pour ce qui est du poulet, son prix à la production représentait, en 1982, 48 p. 100 du prix payé par le consommateur. Maintenant, il compte pour 30 p. 100. Évidemment, ces chiffres montrent bien l'efficacité de la mise en marché ordonnée.

Les députés d'en face peuvent penser que, en coupant un peu ici et là les petits programmes utiles, on peut réduire le déficit et la dette nationale.

Or, si c'est vraiment le cas, je leur conseille de lire les pages 99 à 101 du rapport de 1989 du vérificateur général. Encouragez le ministre des Finances à mettre fin à l'échappatoire de 300 millions de dollars qui ne profite qu'aux grandes sociétés. Le ministre dit qu'il l'éliminera en imposant la TPS, mais, d'ici cela, on aura perdu un milliard de dollars. Cette somme paierait les frais d'intérêt des paiements anticipés des récoltes et des paiements anticipés pour le grain des Prairies pendant 37 ans. Autrement dit, il faudrait se priver de ces programmes pendant 25 ou 37 ans pour compenser cette échappatoire. La différence, c'est que ces programmes offrent un avantage réel et voulu, tandis que l'échappatoire fiscale ne sert qu'à enrichir les grandes sociétés d'une façon malhonnête.

De plus, je ne pense pas que la destruction d'un système ordonné de mise en marché contribuera à réduire le déficit; donc, pourquoi essayer de justifier pareille destruction en blâmant le déficit, à moins que vous ne

soyez en train d'essayer de cacher quelque chose. C'est cela n'est-ce pas?

Pour conclure, je veux simplement dire que le Canada a l'un des meilleurs systèmes agricoles au monde. Ce que le gouvernement est en train de faire, sous prétexte de réduction du déficit, c'est criminel. En réalité, le gouvernement n'est pas en train d'essayer de réduire le déficit, mais bien de démanteler un système ordonné de mise en marché.

M. Duhamel: J'ai une question à poser à mon collègue. J'aimerais qu'il me confirme, pour voir si j'ai bien compris, qu'il n'y a pas eu consultation, aucun avertissement, aucune discussion pendant ou avant les élections sur la question de la suppression de ce programme particulier. Je veux m'assurer que j'ai bien compris.

Deuxièmement, si je ne me trompe, cette mesure ressemble étrangement à ce qui se produit avec la taxe sur les produits et services, les paiements de transfert aux provinces pour la santé et l'éducation et la réduction des subventions agricoles. Je me demandais si je ne pourrais pas citer d'autres exemples de cette façon toute particulière de gouverner.

• (1550)

M. Crawford: Madame la Présidente, j'aimerais remercier le député de Saint-Boniface pour ses questions. Il n'a jamais été question de réduction avant, après ou pendant la campagne électorale. Je pense qu'il me faudrait une autre heure pour aborder convenablement cette question.

En ce qui concerne la deuxième question du député au sujet de l'éducation, de la TPS, de l'agriculture et de VIA Rail, il n'a pas non plus été question de réduction des services de VIA Rail pendant la campagne électorale et des pertes d'emplois déplorables qui en ont résulté pour un grand nombre de gens. D'autres pays se tournent actuellement vers le transport ferroviaire. De plus, le gouvernement n'a jamais tenu compte de l'environnement. Aucune étude environnementale n'a pourtant été réalisée sur la question de la disparition du rail par opposition à l'expansion de l'infrastructure routier. Il y avait bien une page qu'on a qualifiée d'énoncé sur l'écologie, mais qui n'en était pas un.

Parlons aussi de l'agriculture. Au cours de la campagne électorale, le ministre de l'Agriculture a prétendu que ma circonscription avait reçu une subvention de 3 millions de dollars pour nettoyer le bassin de la rivière Sydenham. Or, je me démène vainement depuis plus de 13 mois pour savoir ce qu'il a bien pu advenir de ces 3 millions de dollars.

M. Walker: On les a volés.